

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 93 — 1531

27 MAI 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance du 3 décembre 1992 relative à l'exploitation et au développement du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 3 décembre 1992 relative à l'exploitation et au développement du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 janvier 1993 portant adoption des statuts du Port de Bruxelles;

Sur proposition de son Ministre ayant les Travaux publics, les Communications et la Rénovation des Sites d'Activité économique industriels désaffectés dans ses attributions;

Arrête :

Article 1^{er}. L'ordonnance du 3 décembre 1992 relative à l'exploitation et au développement du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale entre en vigueur le 1^{er} juin 1993.

Art. 2. Le Ministre qui a les Travaux publics, les Communications et de la Rénovation des Sites d'Activité économique désaffectés dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mai 1993.

Le Ministre-Président
et Ministre de l'Aménagement du Territoire,
des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,
Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,
J. CHABERT

Le Ministre des Travaux publics, des Communications,
et de la Rénovation des Sites d'Activité économique désaffectés,
J.-L. THYS

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 93 — 1531

27 MEI 1993. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve houdende bepaling van de ordonnantie van 3 december 1992 betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven en de aanhorigheden ervan in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de ordonnantie van 3 december 1992 betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven en de aanhorigheden ervan in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 15 januari 1993 houdende aanneming van de statuten van de Haven van Brussel;

Op de voordracht van haar Minister bevoegd voor Openbare Werken, Verkeerswezen en de Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten;

Besluit :

Artikel 1. De ordonnantie van 3 december 1992 betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven en de aanhorigheden ervan in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest treedt in werking op 1 juni 1993.

De Minister bevoegd voor Openbare Werken, Verkeerswezen en de Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 mei 1993.

De Minister-Voorzitter
en Minister van Ruimtelijke Ordening,
Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,
Ch. PICQUE

De Minister van Financiën,
Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

De Minister van Openbare Werken, Verkeerswezen
en de Vernieuwing van Afgedankte Bedrijfsruimten
J.-L. THYS

F. 93 — 1532

10 JUNI 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'agrément des auteurs de projet de plans particuliers d'affectation du sol

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, notamment l'article 14;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi et du Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre-Président,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Généralités

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o « Ministre », le membre de l'Exécutif qui a l'urbanisme dans ses attributions;
2^o « administration », l'Administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

Art. 2. L'agrément en qualité d'auteur de projet pour l'élaboration de plans particuliers d'affectation du sol, est accordé pour une durée de cinq ans renouvelable pour une ou des durées identiques.

Cette durée prend cours à la date de notification de l'agrément ou de son renouvellement.

N. 93 — 1532

[C — 31218]

10 JUNI 1993. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende de erkenning van de ontwerpers van bijzondere bestemmingsplannen

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebouw, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Ruimtelijke Ordening, de Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling, en van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemeen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit bedoelt men met :

1^o « Minister », het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid stedebouw behoort;
2^o « bestuur », het Bestuur van de stedebouw en de ruimtelijke ordening.

Art. 2. De erkenning als ontwerper voor het uitwerken van bijzondere bestemmingsplannen wordt verleend voor vijf jaar en is een of meer malen vernieuwbaar voor een zelfde periode.

Die periode gaat in op de datum van kennisgeving van de erkenning of van de vernieuwing ervan.

Art. 3. Pour être agréées, les personnes physiques doivent :

1° soit être en possession d'un diplôme d'aménagement du territoire et d'urbanisme délivré par un établissement d'enseignement supérieur belge ou d'un diplôme délivré à l'étranger et reconnu équivalent;

2° soit justifier d'une expérience ou de qualifications permettant de les assimiler aux détenteurs d'un tel diplôme, par la production de projets de plans ou de documents similaires élaborés par elles et dont la qualité est conforme aux règles de l'art.

Art. 4. Pour être agréées, les personnes morales doivent :

1° avoir comme objet social l'aménagement du territoire ou l'urbanisme;

2° compter, parmi leurs dirigeants ou les membres de leur personnel, au moins une personne physique justifiant de la condition prévue à l'article 3;

3° s'engager à affecter cette ou ces personnes, dont le nom devra apparaître sur tous les documents produits, à l'élaboration des plans particuliers d'affectation du sol.

CHAPITRE II. — Contenu de la demande d'agrément

Art. 5. La demande d'agrément est introduite auprès de l'administration par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Elle est accompagnée des documents et renseignements suivants :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) les nom, prénom et domicile du demandeur;

b) une note, accompagnée des justificatifs adéquats, décrivant les compétences, les diplômes, l'expérience professionnelle et les moyens techniques dont le demandeur dispose en vue d'élaborer un plan particulier d'affectation du sol;

c) l'agrément éventuellement octroyé dans une autre région ou à l'étranger pour élaborer des documents d'urbanisme équivalents ou comparables à un plan particulier d'affectation du sol;

d) au moins un document d'urbanisme de son choix réalisé dans les trois dernières années;

e) l'engagement du demandeur à ne pas participer, de quelque manière que ce soit, à l'établissement ou à l'exécution de projets d'architecture ou d'urbanisme, dans le périmètre de tout plan particulier d'affectation du sol qu'il serait chargé d'élaborer, ou situés en dehors du périmètre d'un tel plan lorsque ces projets sont en relation avec ce plan;

f) l'engagement du demandeur à ne pas accepter de désignation comme chargé d'étude d'incidences au sens de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles, ni pour un projet de plan particulier d'affectation du sol qu'il serait chargé d'élaborer ni pour des projets, au sens de ladite ordonnance, situés dans le périmètre d'un tel plan tant que celui-ci n'est pas entré en vigueur;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) sa forme juridique, sa dénomination ou sa raison sociale, son siège social, l'identité et la qualité du signataire de la demande;

b) une copie de la publication de ses statuts et du dernier acte de nomination des administrateurs ou une copie certifiée conforme de la demande de publication des statuts;

c) la liste nominative des administrateurs, gérants et personnes pouvant engager la personne morale, ainsi que des personnes affectées à l'élaboration des plans particuliers d'affectation du sol;

d) une note décrivant, pour les personnes affectées à l'élaboration des plans particuliers d'affectation du sol, les compétences, les diplômes et l'expérience professionnelle;

e) les moyens techniques dont le demandeur dispose pour élaborer des plans particuliers d'affectation du sol;

f) l'agrément éventuellement octroyé dans une autre région ou à l'étranger pour élaborer des documents d'urbanisme équivalents ou comparables à un plan particulier d'affectation du sol;

g) au moins un document d'urbanisme de son choix réalisé dans les trois dernières années;

h) l'engagement du demandeur à ne pas participer, de quelque manière que ce soit, à l'établissement ou à l'exécution de projets d'architecture ou d'urbanisme, dans le périmètre de tout plan particulier d'affectation du sol qu'il serait chargé d'élaborer, ou situés en dehors du périmètre d'un tel plan lorsque ces projets sont en relation avec ce plan;

Art. 3. Om te worden erkend moeten de natuurlijke personen :

1° ofwel in het bezit zijn van een diploma voor ruimtelijke ordening en stedenbouw, uitgereikt door een Belgische instelling voor hoger onderwijs of van een in het buitenland uitgereikt en als gelijkwaardig erkend diploma;

2° ofwel doen blijken van ervaring of van bekwaamheid waardoor zij kunnen worden gelijkgesteld met de houders van zulk een diploma, door het indienen van ontwerpen van plannen of van soortgelijke stukken die zij overeenkomstig de regels der kunst hebben uitgewerkt.

Art. 4. Om te worden erkend moeten de rechtspersonen :

1° de ruimtelijke ordening of de stedenbouw als doel hebben;

2° onder hun leiders of hun personeelsleden ten minste één natuurlijke persoon tellen die voldoet aan de in artikel 3 bedoelde vereiste;

3° zich ertoe verbinden die persoon of personen, wiens of wier naam op alle ingediende stukken moet voorkomen, aan te stellen voor het uitwerken van de bijzondere bestemmingsplannen.

HOOFDSTUK II. — Inhoud van de erkenningsaanvraag

Art. 5. De erkenningsaanvraag wordt bij het bestuur ingediend bij middel van een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Bij de aanvraag worden de volgende stukken en inlichtingen gevoegd :

1° indien het om een natuurlijke persoon gaat :

a) naam, voornaam en woonplaats van de aanvrager;

b) een nota, waarbij de deugdelijke bewijsstukken zijn gevoegd, met de omschrijving van de vakbekwaamheid, de diploma's, de beroepservaring die de aanvrager heeft alsmede van de technische middelen waarover hij beschikt voor het uitwerken van een bijzonder bestemmingsplan;

c) de eventueel in een ander gewest of in het buitenland verleende erkenning om soortgelijke stedenbouwkundige werken of werken die vergelijkbaar zijn met een bijzonder bestemmingsplan uit te werken;

d) ten minste één stedenbouwkundig werk naar keuze dat in de loop van de laatste drie jaar werd uitgevoerd;

e) de verbintenis van de aanvrager om onder geen beding deel te nemen aan het uitwerken of aan het uitvoeren van architectuur- of stedenbouwkundige ontwerpen binnen de omtrek van elk bijzonder bestemmingsplan met het uitwerken waarvan hij zou worden belast, of die buiten de omtrek van een dergelijk plan gelegen zijn, indien deze ontwerpen met dit plan verband houden;

f) de verbintenis van de aanvrager om geen aanduiding als opdrachthouder voor een effectenstudie in de zin van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van sommige projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te aanvaarden, noch voor een ontwerp van bijzonder bestemmingsplan met het uitwerken waarvan hij zou worden belast, noch voor projecten, in de zin van voornoemde ordonnantie, die zich binnen de omtrek van een dergelijk plan bevinden, zolang dit plan niet in werking is getreden;

2° indien het om een rechtspersoon gaat :

a) de rechtsvorm, de naam of firma naam, de zetel, de identiteit en de hoedanigheid van de ondertekenaar van de aanvraag;

b) een afschrift van de bekendmaking van de statuten en van de laatste benoemingsakte van de bestuurders, of een eensluidend verklaard afschrift van de aanvraag om bekendmaking van de statuten;

c) de naamlijst van de bestuurders, de zaakvoerders en de personen die de rechtspersoon kunnen binden alsmede van de persoon of personen die aangesteld zijn voor het uitwerken van de bijzondere bestemmingsplannen;

d) een nota met de beschrijving voor elk der personen, aangesteld voor het uitwerken van de bijzondere bestemmingsplannen, van hun bekwaamheid, diploma's en beroepservaring;

e) de technische middelen waarover de aanvrager beschikt om bijzondere bestemmingsplannen uit te werken;

f) de eventueel in een ander gewest of in het buitenland verleende erkenning om soortgelijke stedenbouwkundige werken of werken die vergelijkbaar zijn met een bijzonder bestemmingsplan uit te werken;

g) ten minste één stedenbouwkundig werk naar keuze dat in de loop van de laatste drie jaar werd uitgevoerd;

h) de verbintenis van de aanvrager om onder geen beding deel te nemen aan het uitwerken of aan het uitvoeren van architectuur- of stedenbouwkundige ontwerpen binnen de omtrek van elk bijzonder bestemmingsplan met het uitwerken waarvan hij zou worden belast, of die buiten de omtrek van een dergelijk plan gelegen zijn, indien deze ontwerpen met dit plan verband houden;

j) l'engagement du demandeur à ne pas accepter de désignation comme chargé d'étude d'incidences au sens de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles, ni pour un projet de plan particulier d'affectation du sol qu'il serait chargé d'élaborer ni pour des projets, au sens de ladite ordonnance, situés dans le périmètre d'un tel plan tant que celui-ci n'est pas entré en vigueur.

Les engagements prévus à l'alinéa 2, 1^o, e, et 2^o, h, prennent fin soit au terme des trois ans qui suivent l'entrée en vigueur du plan particulier d'affectation du sol soit dans les dix ans de la désignation du demandeur comme auteur de projet si le plan particulier d'affectation du sol n'est pas entré en vigueur dans ce délai de dix ans.

Les engagements prévus à l'alinéa 2, 1^o, f, et 2^o, i, et pris pour les projets situés dans le périmètre d'un plan particulier d'affectation du sol prennent fin si ce plan n'est pas entré en vigueur dans les dix ans de la désignation de l'auteur de projet.

L'administration peut exiger la production de tout document et renseignement complémentaires de nature à établir que le demandeur possède les qualifications requises et des moyens techniques suffisants.

Art. 6. En cas de renouvellement de l'agrément, la demande contient, outre les documents et renseignements visés aux articles 4 et 5, la liste des plans particuliers d'affectation du sol dont les projets ont été élaborés par le demandeur.

La demande est introduite cinq mois au moins avant le terme du délai visé à l'article 2.

CHAPITRE III. — Procédure d'agrément

Art. 7. Dans les quarante-cinq jours de l'accusé de réception du dossier, l'administration émet son avis, le transmet au Ministre et le notifie au demandeur.

Si l'avis n'est pas donné dans ce délai, l'administration est réputée avoir donné un avis favorable.

Art. 8. § 1er. Le Ministre notifie sa décision au demandeur et à l'administration dans les septante-cinq jours de l'accusé de réception de la demande d'agrément.

L'arrêté accordant l'agrément est publié par extrait au *Moniteur belge*.

§ 2. L'administration établit et tient à jour une liste des auteurs de projet agréés.

Art. 9. L'auteur de projet agréé est tenu de signaler, sans délai, à l'administration toute modification de l'un des éléments indiqués dans sa demande d'agrément.

CHAPITRE IV. — Fin de l'agrément

Art. 10. L'agrément en qualité d'auteur de projet de plans particuliers d'affectation du sol prend fin de plein droit lorsque ce dernier :

1^o soit a accepté une mission en violation des engagements visés à l'article 5, alinéa 2, 1^o, e et f, et 2^o, h et i;

2^o soit a été mis en liquidation ou déclaré en faillite ou en déconfiture.

CHAPITRE V. — Retrait de l'agrément

Art. 11. § 1er. Lorsqu'il estime qu'un auteur de projet a élaboré un projet de plan particulier d'affectation du sol d'une qualité insatisfaisante, le Ministre peut, après avoir pris l'avis de l'administration, adresser à l'auteur de projet un avertissement motivé, qu'il lui notifie par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Lorsqu'après la notification d'un avertissement, le Ministre estime devoir porter une même appréciation à l'égard d'un nouveau projet de plan particulier d'affectation du sol, il peut, après avoir pris l'avis de l'administration, procéder au retrait de l'agrément.

Les avis de l'administration sollicités en application des alinéas 1er et 2 sont réputés favorables, respectivement à l'envoi d'un avertissement motivé et au retrait de l'agrément, lorsqu'ils ne sont pas transmis au Ministre dans les trente jours de sa demande.

§ 2. Le Ministre peut également procéder au retrait de l'agrément lorsqu'il constate que l'auteur de projet ne remplit plus les conditions visées à l'article 4, 1^o et 2^o, ou que ce dernier ne dispose plus des moyens techniques suffisants pour élaborer des plans particuliers d'affectation du sol.

j) de verbintenis van de aanvrager om geen aanduiding als opdrachthouder voor een effectenstudie in de zin van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van sommige projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te aanvaarden, noch voor een ontwerp van bijzonder bestemmingsplan met het uitwerken waarvan hij zou worden belast, noch voor projecten, in de zin van voornoemde ordonnantie, die zich binnen de omtrek van een dergelijk plan bevinden, zolang dit plan niet in werking is getreden.

De in tweede lid, 1^o, e, en 2^o, h, bedoelde verbintenissen eindigen hetzij drie jaar na de datum van inwerkingtreding van het bijzonder bestemmingsplan, hetzij binnen tien jaar na de aanduiding van de aanvrager als ontwerper indien het bijzonder bestemmingsplan binnen deze termijn van tien jaar niet in werking is getreden.

De in tweede lid, 1^o, f, en 2^o, i, bedoelde verbintenissen, die voor de projecten gelegen binnen de omtrek van een bijzonder bestemmingsplan aangegaan werden, eindigen indien dit plan binnen tien jaar na de aanduiding van de ontwerper niet in werking is getreden.

Het bestuur kan de overlegging eisen van elk aanvullend stuk of elke aanvullende inlichting waarmee kan worden bewezen dat de aanvrager over de vereiste bekwaamheden en over voldoende technische middelen beschikt.

Art. 6. In geval van de vernieuwing van de erkenning bevat de aanvraag, naast de in de artikelen 4 en 5 bedoelde stukken en inlichtingen, de lijst van de bijzondere bestemmingsplannen waarvan de ontwerpen door de aanvrager werden uitgewerkt.

De aanvraag wordt ten minste vijf maanden vóór de vervaldatum van de in artikel 2 bedoelde termijn ingediend.

HOOFDSTUK III. — Erkenningsprocedure

Art. 7. Binnen vijftien dagen na het ontvangstbewijs van het dossier, brengt het bestuur zijn advies uit, zendt het toe aan de Minister en brengt het ter kennis van de aanvrager.

Indien het advies niet binnen die termijn wordt uitgebracht, wordt het bestuur geacht een gunstig advies te hebben uitgebracht.

Art. 8. § 1. De Minister brengt zijn beslissing ter kennis van de aanvrager en van het bestuur binnen vijftien dagen na het ontvangstbewijs van de erkenningsaanvraag.

Het besluit tot verlening van de erkenning wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. Het bestuur stelt een lijst op van de erkende ontwerpers en werkt deze bij.

Art. 9. De erkende ontwerper moet het bestuur onverwijld kennis geven van elke wijziging van één van de in zijn erkenningsaanvraag vermelde gegevens.

HOOFDSTUK IV. — Verval van de erkenning

Art. 10. De erkenning als ontwerper voor het uitwerken van bijzondere bestemmingsplannen vervalt van rechtswege indien deze :

1^o ofwel een opdracht in overtreding van de verbintenissen, bedoeld in artikel 5, tweede lid, 1^o, e en f, en 2^o, h en i, heeft aanvaard;

2^o ofwel in vereffening werd gesteld of failliet werd verklaard of in staat van kennelijk onvermogen werd verklaard.

HOOFDSTUK V. — Intrekken van de erkenning

Art. 11. § 1. Wanneer de Minister van oordeel is dat de ontwerper een ontwerp van bijzonder bestemmingsplan van onvoldoende kwaliteit heeft uitgewerkt, kan hij, na het advies van het bestuur te hebben ingewonnen, de ontwerper een met redenen omklede waarschuwing verzenden, die hij hem door middel van een ter post aangezekende brief met ontvangstbewijs ter kennis brengt.

Wanneer de Minister na het ter kennis brengen van een waarschuwing van oordeel is dat een nieuw ontwerp van bijzonder bestemmingsplan opnieuw van onvoldoende kwaliteit is, kan hij, na het advies van het bestuur te hebben ingewonnen, tot het intrekken van de erkenning overgaan.

De adviezen van het bestuur, gevraagd bij toepassing van het eerste en het tweede lid, worden geacht gunstig te zijn wat betreft respectievelijk het toezenden van een met redenen omklede waarschuwing en de intrekking van de erkenning, wanneer ze binnen dertig dagen na de aanvraag ervan niet aan de Minister zijn toegezonden.

§ 2. De Minister kan ook tot het intrekken van de erkenning overgaan wanneer hij vaststelt dat de ontwerper de in artikel 4, 1^o en 2^o bedoelde voorwaarden niet meer vervult of niet meer over de voldoende middelen beschikt om bijzondere bestemmingsplannen uit te werken.

§ 3. L'avertissement motivé et la décision de retrait de l'agrément ne peuvent intervenir qu'après avoir donné à l'auteur de projet la possibilité d'être entendu par le Ministre ou son délégué.

§ 4. La décision de retrait de l'agrément est notifiée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Elle est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires et finales

Art. 12. Les personnes qui ont été désignées en qualité d'auteur de projet pour l'élaboration d'un plan particulier d'affectation du sol avant l'entrée en vigueur du présent arrêté poursuivent leur mission sans être tenues de satisfaire à celui-ci.

Toute nouvelle désignation par le conseil communal implique l'agrément préalable comme auteur de projet de plans particuliers d'affectation du sol conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 13. Le membre de l'Exécutif qui a l'urbanisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 juin 1993.

Par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Secrétaire d'Etat,

R. HOTYAT

§ 3. Van de met redenen omklede waarschuwing en de beslissing om de erkenning in te trekken kan pas sprake zijn wanneer de ontwerper de mogelijkheid is geboden door de Minister of diens gemachtigde gehoord te worden.

§ 4. De beslissing om de erkenning in te trekken wordt door middel van een bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs ter kennis gebracht.

Zij wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK VI. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 12. De personen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit zijn aangesteld als ontwerpers voor het uitwerken van een bijzonder bestemmingsplan zetten hun opdracht voort zonder het bepaalde in dit besluit te moeten nakomen.

Elke nieuwe aanduiding door de gemeenteraad vereist de voorafgaande erkenning als ontwerper van bijzondere bestemmingsplannen overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Art. 13. Het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid stedenbouw behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 10 juni 1993.

Vanwege de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve :

De Minister-Voorzitter, belast met Ruimtelijke Ordening, de Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Staatssecretaris,

R. HOTYAT

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

21 JUNI 1993. — Arrêté royal portant désignation du service appelé **Service de la Concurrence au sens de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique, notamment les articles 14 et 15;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le service « Concurrence », institué par l'arrêté ministériel du 23 décembre 1969 répartissant par service les emplois du niveau 1, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 29 mars 1993, sous la rubrique « Administration du Commerce — Inspection générale de la propriété industrielle et de la concurrence », est désigné comme Service de la Concurrence, visé aux articles 14 et 15 de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 1993.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 juin 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,

M. WATHELET

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

21 JUNI 1993. — Koninklijk besluit houdende aanwijzing van de dienst die volgens de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging Dienst voor de Mededinging genoemd wordt

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging, inzonderheid op de artikelen 14 en 15;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De dienst « Concurrentie », ingesteld bij het ministerieel besluit van 23 december 1969 houdende verdeling per dienst van de betrekkingen van niveau 1, laatst gewijzigd bij het ministerieel besluit van 29 maart 1993, onder de rubriek « Administratie van de Handel — Algemene Inspectie van de industriële eigendom en van de concurrentie », wordt aangewezen als Dienst voor de Mededinging, zoals bedoeld in de artikelen 14 en 15 van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1993.

Art. 3. Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 juni 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,

M. WATHELET